

Budget 2023 et solidarité internationale : le Sénat vote une coupe désastreuse dans l'aide publique au développement

Paris, le vendredi 9 décembre 2022 - Lors du passage en séance au Sénat du projet de loi de finances 2023, la ligne budgétaire allouée à l'aide publique au développement (APD) envers les populations les plus pauvres de la planète a été réduite de 200 millions d'euros, et ce, au détriment de projets de développement de long terme et de réponse aux crises. Coordination SUD alerte sur le risque que l'aide publique au développement et la réponse aux enjeux globaux, desquels la France n'est pas à l'abri, deviennent la variable d'ajustement du budget national.

Sous l'impulsion du Président de la République lors du précédent quinquennat, la France a pris conscience de l'importance de répondre aux enjeux mondiaux. Elle s'est notamment dotée le 4 août 2021 d'une loi d'orientation et de programmation relative au développement solidaire (LOP-DSLIM) et à la lutte contre les inégalités mondiales, qui prévoit que l'effort de la France atteindra 0,7% de sa richesse nationale allouée au développement en 2025. « Nous avons toujours salué le travail parlementaire qui a été réalisé il y a un an et demi pour renforcer le contenu de la loi et nous tenons à ce que les mesures prévues soient effectivement mises en œuvre », rappelle Kevin Goldberg, Directeur général de Solidarités International et membre du Conseil d'administration de Coordination SUD.

« Il est particulièrement surprenant, voire choquant, que des Sénateurs et Sénatrices, fortement enclines à renforcer la lutte de la France contre les inégalités mondiales dans le courant de l'année 2021 soient aussi à l'aise pour revenir sur leurs engagements quelques mois plus tard », explique Louis-Nicolas Jandeaux, Expert plaidoyer d'Oxfam et co-chef de file de la Commission APD de Coordination SUD. En effet, c'est le Sénat qui a fait adopter l'amendement fixant la cible de 0,7% et la loi y a été adoptée, notamment avec une unanimité au sein du groupe parlementaire Les Républicains. Pourtant, 18 mois plus tard, le Sénat coupe de 100 millions les crédits alloués à l'aide-projet qui financent des actions de long terme de développement et 100 autres millions sur « la réserve pour crise majeure » qui répondent à des crises d'urgence, comme l'Afghanistan ou la survenue de pandémies ou de catastrophes climatiques.

Alors même qu'un Comité interministériel de la coopération internationale et du développement se tiendra en février 2023, Coordination SUD tient à rappeler avec force que les crises sont très loin d'être résolues. « Les besoins de financements n'ont jamais été aussi grands pour répondre aux crises alimentaires, aux conséquences de la pandémie de Covid-19, aux conséquences de la guerre en Ukraine, aux changements climatiques et favoriser l'accès aux services sociaux de base, comme la santé ou l'éducation, dans les pays les plus pauvres » rappelle Gautier Centlivre, Coordinateur du plaidoyer d'Action Santé Mondiale et co-chef de file de la Commission APD de Coordination SUD. Cette coupe est un nouveau signal inquiétant de repli des pays sur eux-mêmes qui semblent de plus en plus ignorer le dilemme posé par Antonio Guterres à la COP 27 entre « coopérer ou périr ». Personne n'arrêtera une pandémie ou ne s'attaquera aux changements climatiques sans solidarité. « Couper aujourd'hui l'aide publique au développement c'est penser que nous pouvons fermer les yeux en espérant traverser les crises sans conséquences », déplore Olivier Bruyeron, Président de Coordination SUD.

Contact presse

Marie-Pierre Liénard, lienard@coordinationsud.org - Tél : 07 76 78 15 19

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui près de 170 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Coordination SUD

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
14 passage Dubail · 75010 Paris
Tél. 01 44 72 93 72
www.coordinationsud.org